

Sénégal : une démocratie malmenée

Le pays vit une tension politique permanente qui trouve partiellement son origine dans la psychologie d'un leader vieillissant.

Maâti Monjib

L'élection de Abdoulaye Wade en 2000 comme président de la République souleva un immense espoir parmi la population sénégalaise. De fait, il faisait figure de leader de l'opposition depuis un quart de siècle. Se disant libéral, il était néanmoins soutenu par la gauche, y compris radicale, car il était clair que c'était le seul dirigeant capable de battre le président Abdou Diouf dont le parti dominait l'Etat et ses institutions depuis avant l'indépendance. Il faut rappeler que le Sénégal dès la fin des années soixante-dix était considéré comme une démocratie, la seule à l'époque en Afrique francophone. Même durant les années soixante où quasiment toute activité politique oppositionnelle fut interdite, le président Léopold Sédar Senghor ne s'est jamais comporté comme les autres dictateurs du continent. La répression fut toujours mesurée et la torture qui sévissait presque partout sur le continent était loin d'être systématique au Sénégal.

Mais par usure du pouvoir, des pans de plus en plus larges de la société rejetaient le régime du Parti socialiste (PS) qui, malgré la vague de démocratisation qui a balayé toute l'Afrique de l'Ouest durant les années quatre-vingt-dix, continuait à se comporter comme si de rien n'était ou presque. Les manipulations électorales, notamment en amont, continuaient à être largement pratiquées. Cela désespérait les partisans de l'opposition qui parfois recouraient à la violence de rue pour exprimer leur ras le bol des victoires mécaniques du parti au pouvoir. Ainsi, suite à l'annonce des résultats du scrutin présidentiel en 1988, des émeutes éclatent à Dakar pour dénoncer ce qui était considéré largement comme une falsification de la volonté populaire. Wade est arrêté. Le pouvoir chancelle. C'est à partir de ce moment que le fondateur du Parti démocratique sénégalais (PDS) se transforme en chef populaire adulé. Il est surnommé le Prophète du *Sopi* (« changement » en wolof). Ses partisans dans les quartiers périphériques l'appellent tendrement *Laye* (diminutif de Abdoulaye). A chaque approche d'une échéance électorale c'est l'angoisse au sein des rangs du pouvoir et des milieux de sécurité.

Sa persévérance paie. La voie du pouvoir suprême lui est ouverte.

Faisant alliance avec Moustapha Niasse, un dissident PS populaire relativement crédible, il bat à plates coutures en mars 2000 le candidat-président avec 58,5 %. Un général républicain qui occupait, au moment du scrutin, les fonctions de ministre de l'Intérieur et la modération du président sortant ont fait que la victoire fut reconnue à Wade avant même la publication des résultats officiels. C'est un grand moment pour la démocratie africaine. Les spécialistes de l'Afrique de l'Ouest analysent l'événement comme la première alternance africaine totalement normale (qui ne fait pas suite à un régime de parti unique et où la pression extérieure ne joue qu'un rôle secondaire...) et tout à fait comparable à celles des plus vieilles démocraties du monde.

Des origines de la crise actuelle

Comme nous l'avons vu plus haut, le président Wade se dit fondamentalement libéral (de fait c'est le président Senghor qui lui imposa l'étiquette libérale qui était la condition pour reconnaître son parti. C'était au temps du tripartisme... Cf. Maâti Monjib, *Mamadou Dia-Mehdi Ben Barka : étude comparative...* Thèse d'Etat en Histoire, Dakar, 2005). Une fois au pouvoir, loin de penser aux masses qui l'ont porté au pouvoir (comme disent certains de ses anciens partisans aujourd'hui) qui voyaient en lui un véritable sauveur, il approfondit la politique de libéralisation économique engagée par ses prédécesseurs. L'objectif de son gouvernement est plus les équilibres macro-économiques et financiers que sociaux. Les prix flambent pendant les premières années de son pouvoir. Le peuple *wadiste* est plus que déçu, désillusionné. La mort dans l'âme, certains commencent à penser à quitter le pays. Les manipulations politiques de Wade ne plaisent pas non plus à ses partisans et alliés. Il fait tout pour attirer dans les rangs de son parti des dirigeants de l'ancien pouvoir connus pour leur corruption. Ainsi le maire de la troisième ville du pays, et dirigeant PS important,

Sénégal : données basiques

	2000	2004	2005
Données basiques			
Population totale (en millions)	10,3	11,4	11,7
Croissance annuelle de la population (%)	2,5	2,4	2,4
Espérance de vie à la naissance, total (années)	55,2	56,1	...
Mortalité infantile (pour chaque 1 000 naissances)	80	77,6	...
Analphabétisme, total adultes (% pob. de plus de 15 ans)	...	39,3	...
Données économiques			
PIB per capita (US\$)	450	600	710
Croissance du PIB (annuelle, en %)	3	6,2	6,2
Inflation (annuelle, en %)	3,3	1,9	2,5
Exportations de biens et services (% du PIB)	29,9	27,8	...
Importations de biens et services (% du PIB)	39,8	41,5	41,3

Source : Banque mondiale

qui avait publiquement déclaré en wolof dans un meeting de son parti : « Oui j'ai volé... mais j'ai partagé avec vous » et qui, en tous cas, aura maille à partir avec la justice sera l'un des premiers à joindre la coalition au pouvoir. Cela provoque un véritable choc au sein des intellectuels proches du PDS.

Une tension politique permanente qui trouve partiellement son origine dans la psychologie d'un leader vieillissant.

Mais Wade ne s'arrête pas là. Vieux renard de la politique politicienne, il ne peut s'empêcher d'intriguer à longueur de semaines, de conspirer contre/voire de menacer les droits de tous ceux qu'il considère comme dangereux pour son pouvoir personnel. Un autre trait de sa personnalité : il lui insupporte d'avoir un *Numéro Deux* politiquement crédible, que ce soit au sein du gouvernement ou de son propre parti. Ainsi il congédie sans ménagement et successivement les plus importants leaders du PDS : Sérigne Diop, Jean Paul Dias, Ousmane Ngom puis finalement celui qu'il considérait comme son propre fils, Idrissa Seck, l'un des architectes de la victoire de 2000. Cela pour le parti. Au sein du gouvernement, le comportement du président n'est pas plus raisonnable. D'une façon tout à fait impolitique, sinon brutale, il congédie Moustapha Niasse, son premier ministre et allié le plus populaire, et qui paraissait plus crédible que Wade lui-même auprès des partenaires financiers et diplomatiques du pays. Comme la décision semblait peu justifiée pour une bonne partie de l'opinion publique nationale, Wade se défendit en adressant des attaques personnelles à celui qui avait rendu possible l'alternance de 2000. Ce sera le destin de plusieurs autres chefs de gouvernements et ministres.

En 2005 il fait même emprisonner puis libérer son premier ministre accusé par lui d'atteinte à la sécurité de l'Etat. De modèle, le Sénégal devient la risée de ses voisins. De même, les atteintes aux libertés publiques se succèdent à une vitesse inconnue du temps des dernières années de son prédécesseur. La Fédé-

ration internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et Reporters sans Frontières s'époumonent en vain à rappeler au président que la Constitution du Sénégal et les conventions internationales que le pays a ratifiées lui imposent de respecter la liberté d'expression aussi bien des opposants que celle de la presse indépendante. Mais Wade ne semble en faire qu'à sa tête. Ainsi la correspondante de Radio France Internationale (RFI) est arrêtée dans le sud du pays puis escortée militairement jusqu'à Dakar où on lui signifie son expulsion du pays. Son crime était d'avoir interviewé Salif Dialo, un responsable du rebelle Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Or au Sénégal c'est une pratique tout à fait banale que de publier les déclarations des dirigeants rebelles même les plus radicaux. Pour les mêmes raisons Sud Communication, le groupe de média indépendant le plus important du pays et qui avait joué un rôle fondamental dans l'avènement de l'alternance de 2000 en dénonçant les atteintes à la transparence des consultations populaires de l'ancien parti au pouvoir, est victime le 17 octobre 2005 d'une quasi-opération de commando des forces de l'ordre. La FIDH relate ainsi ce fait : tôt le matin les locaux dudit groupe sont « assiégés par les forces de police, sans aucun mandat de perquisition. Les ordinateurs, Cd et cassettes de la station Sud-FM ont été confisqués. 19 personnes – journalistes, techniciens, agents commerciaux – présents sur place ont été arrêtés et gardés à vue dans les locaux du Commissariat central et de la Division des investigations criminelles. D'autres journalistes des sections locales de Sud-FM ont également été arrêtés par la police sénégalaise. Le signal radio de Sud-FM a été coupé toute la journée... ». Le ministre de l'Intérieur justifie l'opération par une atteinte à la sécurité de l'Etat. Mais le soir même toutes les personnes arrêtées sont libérées et l'affaire n'a pas de suites. Curieux, puisqu'il s'agissait apparemment d'un grave crime politique ! De fait l'objectif du pouvoir est de se ven-

ger d'Abdoulatif Coulibaly, directeur de Sud-FM, qui avait écrit un livre très critique sur Wade. Journaliste vedette, il avait déjà reçu des menaces de mort de la part, selon toute vraisemblance, de proches du président. L'affaire paraissait si grave que l'Assemblée nationale avait formé une commission d'enquête. Talla Sylla, un ancien allié de Wade devenu opposant, fut attaqué en pleine rue à coups de marteau. Il n'était pas jusqu'à l'archevêque de Dakar, Mgr. Théodore Adrien Sarr de recevoir par courrier, fin 2003, ainsi que tous les évêques du Sénégal, des menaces de mort. De fait, la conférence épiscopale s'était inquiétée de la situation politique au Sénégal quelques deux semaines plus tôt. Du jamais vu au Sénégal car les personnalités religieuses, chrétiennes comme musulmanes, sont unanimement respectées par la classe politique qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition. Dans ce cas également, des proches du président sont soupçonnés. Les cas que nous venons de relater ne sont que des exemples parmi d'autres.

Tout est bon pour se maintenir au pouvoir

Il faut dire que Wade ne supporte plus la critique. Pire : il met en danger la stabilité politique du pays en voulant, à tout prix et malgré ses 80 ans, se maintenir au pouvoir après les élections de février 2007. Pour atteindre son objectif, il n'hésite pas à recourir à toutes sortes de manipulations institutionnelles. Ainsi les élections législatives de 2006 sont reportées d'un an et couplées avec les présidentielles prévues en février 2007. Motif : préserver les deniers publics. Certains opposants rappellent au chef de l'Etat que la simple rénovation de l'avion présidentiel avait coûté 30 milliards de francs CFA (60 millions de dollars), autrement dit six fois le budget du ministère de la Culture. Un jeune sénégalais raille cette décision : « Monsieur le président veuillez s'il vous plaît coupler le Ramadan et la Fête du mouton avec les élections présidentielles ainsi on ne jeûne et on n'achète le mouton qu'une fois tous les cinq ans et comme ça on fait des économies sinon je deviendrai un clandestin et prendrai la première pirogue pour les Canaries ». Ce climat délétère est aggravé par l'amnistie des meurtriers de M. Sèye, vice-président du Conseil constitutionnel, assassiné en 1993. Wade voulait même amnistier les commanditaires potentiels du crime. Cela renforce les soupçons qui pèsent sur lui quant à ce dossier.



Abdoulaye Wade, président du Sénégal. / AFP

Depuis un peu plus d'un an les manipulations se multiplient. Les partisans du président au sein de l'Assemblée font sauter ce qu'on appelle le quart bloquant, autrement dit il devient possible actuellement pour un candidat, arrivé premier, de devenir président avec moins du quart des voix exprimées. Le curieux est que ce quart bloquant était défendu par Wade lorsqu'il était dans l'opposition. Pire, ses partisans se préparent actuellement à éliminer le deuxième tour des élections : ainsi avec, par exemple, 15 % des voix, ou même théoriquement moins, celui qui arrive premier deviendra président. C'est cousu de fil blanc : sachant que, par légitimisme, une bonne partie de la population rurale vote toujours pour le président sortant, les proches du chef de l'Etat veulent ainsi assurer à 100 % la réélection de leur idole faisant fi des conditions nécessaires à la légitimité du pouvoir et donc à la stabilité du pays.

Un autre trait marquant de la psychologie du président qui inquiète les observateurs est « l'affectif » qui joue un rôle de plus en plus déterminant dans les décisions du chef de l'Etat. Ainsi non seulement ses opposants mais également ses partisans les plus proches peuvent être victimes des sauts d'humeur de Wade s'il remarque qu'ils ne font pas assez montre d'égard, voire d'affection à son endroit. Ainsi Iba Der Thiam, leader de Cap 21, une coalition de partis qui soutiennent l'action du chef de l'Etat, ne cesse de rappeler l'amour et la loyauté à Monsieur le président des membres de l'organisation. ■